

# RÉFUGIÉS

VOLUME 2 • NUMÉRO 131 • 2003

*“Des millions de civils  
ont été consumés par  
les flammes de la guerre...*

*Mais l'espoir  
a vu le jour en  
Sierra Leone,  
en Angola et dans  
la corne de l'Afrique.”*

Le Haut Commissaire **RUUD LUBBERS**

**L'Afrique** à la  
croisée des chemins



**UNHCR**  
The UN Refugee Agency

# L'effet Iraq...

**P**ENDANT QUE LE MONDE ENTIER AVAIT les yeux braqués sur l'Iraq, en Afrique les réfugiés s'enfonçaient un peu plus dans la misère et le désespoir.

Quand les forces de la coalition ont pénétré sur le territoire iraquien, les humanitaires et les journalistes se sont tenus à pied d'œuvre en Jordanie, en Iran, en Syrie et en Turquie, s'attendant à voir déferler des hordes de réfugiés qui, en définitive, ne sont jamais venues.

Au même moment, près de 100 000 civils – essentiellement des femmes et des enfants – chassés par la guerre civile en Côte d'Ivoire affluaient au Libéria, où l'on se battait également. Aucun

journaliste "rattaché au bataillon" n'était là pour couvrir l'offensive des rebelles contre un camp de déplacés situé aux abords de Monrovia, la capitale, et qui aurait fait des centaines de morts et de disparus.

Et vous vous souvenez sûrement de la Guinée, ce pays d'Afrique de l'Ouest si courtisé avant le fameux vote de la résolution au Conseil de sécurité sur l'Iraq ? Elle vient d'accueillir plus de 7000 réfugiés libériens, dont de nombreux blessés par balles. Les

humanitaires ont fait des pieds et des mains pour les transporter à l'abri loin de la frontière.

Dans le sud du Tchad, plus de 30 000 réfugiés centrafricains bivouaquent sous les arbres en attendant que la situation s'éclaircisse après le récent renversement du président Patassé (dont on a fort peu parlé à l'étranger).

Il était évidemment déjà difficile de mobiliser l'attention sur le sort des réfugiés africains avant le début de la guerre en Iraq. Le jour de la Saint-Valentin, le HCR et le Programme alimentaire mondial ont dû annoncer que, faute de financements suffisants, ils allaient être obligés de suspendre leurs livraisons de nourritu-

re aux camps de réfugiés africains. La maigre ration de farine de maïs des 500 000 Burundais réfugiés en Tanzanie avait déjà été réduite de moitié. Dans les camps du Kenya, 16% des moins de cinq ans souffrent de malnutrition.

Par contraste, moins d'une semaine après l'appel lancé pour 1,3 milliard de dollars afin de nourrir les Iraquiens (qui disposaient encore de deux mois de stocks alimentaires), le Programme alimentaire mondial avait reçu des promesses de contributions totalisant 315 millions de dollars – près de trois fois le montant demandé en faveur de l'Afrique.

Témoignant récemment devant le Congrès américain, avant même que ne soit connu l'abominable massacre de quelque 300 civils dans le nord-est de la République démocratique du Congo, l'association *Refugees International* signalait que la violence, la malnutrition et la maladie qui ravagent ce pays avaient fait en une semaine plus de morts que la guerre en Iraq jusque-là.

Les pages éditoriales et les débats télévisés nous abreuvent de scénarios pour le redressement de l'Iraq. Pendant ce temps, le premier anniversaire de la fin de la guerre civile angolaise, après 27 ans d'hostilités, est passé quasi inaperçu, de même que les appels de la Banque mondiale demandant que l'aide à la réintégration n'aille pas seulement aux ex-rebelles de l'UNITA mais aussi aux milliers d'Angolaises enlevées pour devenir des "filles à soldats" chez les rebelles.

Inaugurant un bureau modèle de l'ONU à Ottawa, Stephen Lewis, envoyé spécial du Secrétaire général pour le VIH/SIDA en Afrique, a rêvé tout haut sur ce qui pourrait être fait si le Fonds mondial pour la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose était pleinement financé, avant d'annoncer à son auditoire de 800 étudiants que les caisses étaient pratiquement vides.

Ainsi, pendant que l'Iraq monopolise l'attention, ayons une pensée pour les crises silencieuses en Afrique et pour l'espoir exprimé par un réfugié africain : "Si seulement une coalition pouvait venir nous sauver..."

*Cet article de JUDITH KUMIN, déléguée du HCR au Canada, a initialement été rédigé pour le Montreal Gazette.*



**Femmes soudanaises fuyant une attaque des rebelles.**

UNHCR/S.MANN/CS/UGA-2002

**Rédacteur :**

Ray Wilkinson

**Edition française :**

Mounira Skandrani

**Ont collaboré :**

Millicent Mutuli, Astrid Van Genderen Stort, Delphine Marie, Peter Kessler, Panos Moutzisz

**Secrétariat de rédaction :**

Virginia Zekrya

**Iconographie :**

Suzy Hopper, Anne Kellner

**Design :**

Vincent Winter Associés

**Production :**

Françoise Jaccoud

**Gravure photos :**

Aloha Scan - Genève

**Distribution :**

John O'Connor, Frédéric Tissot

**Carte :**

UNHCR - Mapping Unit

**Documents historiques :**

UNHCR archives

**Références** est publié par le Service de l'information et des relations avec les médias du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan. Tirage : 224 000 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, russe, arabe et chinois.

ISSN 0252-791 X

**Couverture :**

Afrique : un futur incertain.  
UNHCR/R. WILKINSON/CS/CIV-2003

**HCR**

Case postale 2500  
1211 Genève 2, Suisse  
www.unhcr.org



UNHCR/M. CAVINATO/DP/BDI-2003

**12 L'Afrique est de nouveau à la croisée des chemins.** En Sierra Leone, en Angola, au Burundi (photo ci-dessus) et dans la corne de l'Afrique des centaines de milliers de personnes ont pu rentrer chez elles. Mais ailleurs, notamment en Côte d'Ivoire et au Libéria, les conflits continuent de faire rage. Aujourd'hui, le continent africain est une mosaïque d'espoir et de désespoir.



UNHCR/P. KESSLER/DP/IRQ-2003

**28 La guerre en Iraq a officiellement pris fin,** et le HCR souhaite aller de l'avant et préparer le retour des quelque 500 000 réfugiés irakiens exilés depuis longtemps aux quatre coins de la planète, qui peuvent à présent retourner dans leur pays.



UNHCR/E. PARSONS/DP/SOM-2003

**30 Certains appellent la nouvelle mère Teresa.** L'italienne Annalena Tonelli a reçu la distinction Nansen en hommage à sa longue croisade contre la maladie et l'injustice, aux côtés de civils somaliens.

# RÉFUGIÉS

N ° 1 3 1 - 2 0 0 3

## 2 ÉDITORIAL

Tandis que le monde entier a les yeux braqués sur l'Iraq, l'Afrique s'enfonce un peu plus dans la misère et le désespoir.

## 4 IMAGES AFRICAINES

Visages d'un continent.

## 12 EN COUVERTURE

A l'heure des guerres éclairs, des pertes humaines "contrôlées", il est presque impossible de comprendre ce qui se passe en Afrique.

Par Ray Wilkinson

### L'Afrique en bref

Quelques dates et événements clés.

## 17 Carte de l'Afrique

Répartition des réfugiés et personnes déplacées.

### Militaires

Les camps de réfugiés sont devenus un terrain de chasse privilégié pour les recruteurs de mercenaires.

### Burundi

Changement de pouvoir dans une terre meurtrie.

### Congo

L'héritage de la guerre la plus meurtrière de mémoire d'homme.

### La frontière de toutes les peurs

Un défi quotidien pour des millions de civils.

### Angola

Un nouveau départ.

## 28 IRAQ

La guerre est finie, et maintenant ?

## 30 GENS D'ICI ET D'AILLEURS

Annalena : la mère Teresa d'Afrique



# Images d'Afrique







**L'ESPOIR**  
Après des décennies de guerre, l'Angola contemple l'avenir avec optimisme.



# Images d'Afrique



© S. SALGADO/ZÈRE

## LA GUERRE

Le conflit dans la République démocratique du Congo a été décrit comme le plus meurtrier de l'histoire de





**l'Afrique : trois millions de personnes y auraient perdu la vie.**



# Images d'Afrique







## LE RETOUR

En Sierra Leone, au terme de dix ans de guerre, environ 240 000 réfugiés sierra-léonais sont retournés dans leur pays pour reconstruire leur patrie dévastée.



Images  
d'Afrique







**L'AVENIR**

Le retour peut être parfois aussi éprouvant que l'exode, comme ici, en Erythrée.





UNHCR/KAMBER/DF/CIV/2003

# L'AFRIQUE sur la

*Le bilan humain est terrifiant... des jours meilleurs se*

par Ray Wilkinson

**Des réfugiés libériens retournent précipitamment dans leur pays pour fuir le conflit qui a éclaté en Côte d'Ivoire voisine.**

**A**L'HEURE DES GUERRES ÉCLAIR, des pertes humaines "contrôlées" et des images aseptisées comme celles qui nous viennent d'Iraq, ce qui se passe en Afrique a quelque chose d'incompréhensible.

Au cœur du bassin congolais, environ trois millions de personnes, peut-être davantage, ont péri dans une guerre réputée comme la plus meurtrière dans l'histoire de l'Afrique, et qui dure encore. Et au moment où les Marines américains nettoyaient les dernières poches de résistance à Bagdad sous les feux des camé-

ras de télévision du monde entier, des centaines de personnes étaient massacrées dans l'indifférence générale au plus profond de la forêt congolaise.

Au cours de ce conflit qui a éclaté en 1998, impliquant jusqu'aux armées de six pays voisins ainsi que d'innombrables milices et mercenaires, 2,5 millions de personnes ont été chassées de chez elles et contraintes de se réfugier dans les forêts tropicales et les pays limitrophes.

L'Angola a vécu une tragédie similaire. Environ un million de civils ont perdu la vie et trois à cinq mil-





# BRECHE

*profilent-ils à l'horizon ?*

lions d'autres ont été déracinés en près de trente ans de guerre civile. Ils ont erré à travers des contrées dévastées, se nourrissant de racines pour survivre, craignant en permanence d'être tués ou mutilés non seulement par les belligérants, mais aussi par les millions de mines qui ont transformé l'un des plus riches pays africains en un gigantesque champ de mort.

Plus au nord, le Soudan est déstabilisé par un conflit civil, quasiment depuis son indépendance en 1956. Là encore, le nombre de victimes est de proportions bibliques. Rien à voir avec les pertes humaines escomp-

tées de nos jours par le public des pays industrialisés, lors de conflits confinés et de courte durée. Deux millions de Soudanais sont morts, et quatre millions errent dans les vastes étendues désertiques du nord ou les savanes du sud, tandis qu'un demi-million de réfugiés ont dû poursuivre leur fuite, toujours plus loin au-delà des frontières.

Et ce ne sont là que les événements les plus saillants de bouleversements successifs qui allaient meurtrir de nombreuses régions d'Afrique : Burundi, Erythrée, Ethiopie, Sahara occidental, Libéria, Congo-Brazzaville, et plus récemment la Côte d'Ivoire et la République centrafricaine.

Puis il y a eu le génocide rwandais, au milieu des années 90, qui a fait un million de morts, jetant sur les routes de l'exode des flots de réfugiés se traînant dans la poussière, ballottés sans merci au gré d'une effroyable tragédie.

## UNE PLAIE OUVERTE DANS NOTRE CONSCIENCE

Ces images nous sont hélas devenues familières. Au point que le Premier ministre britannique Tony Blair a déclaré un jour que l'anarchie ne pouvait continuer, ajoutant : "le sort de l'Afrique est une plaie dans la conscience du monde, mais si l'on s'en donnait la peine, nous pourrions la guérir."

Deux ans après ce coup de clairon, comment se porte l'Afrique ?

Certes, les pays donateurs, les agences humanitaires et les gouvernements apportent une aide substantielle. Le budget annuel du HCR pour l'Afrique en 2003, par exemple, s'élève à près de 400 millions de dollars.

Et les bonnes nouvelles ne s'arrêtent pas là. En 1995, le HCR assistait sept millions de réfugiés africains, et ce chiffre est aujourd'hui divisé par deux (même si l'agence vient à présent aussi en aide à d'autres catégories de civils en détresse, dont les victimes de guerre et de persécutions qui n'ont pas quitté leur pays. Il y a encore 15 millions de personnes déracinées en Afrique).

En Afrique de l'Ouest, la Sierra Leone a connu dans les années 90 dix ans d'une atroce guerre civile, dont la sinistre signature sera l'amputation systématique des civils. Le pays connaît à présent une paix fragile.

En Angola, après l'une des plus longues guerres de l'histoire, entre un million et 1,5 million de déplacés ainsi que 100 000 réfugiés sont rentrés chez eux "spontanément" à la suite de l'accord de paix signé l'an dernier. Des centaines de milliers d'autres devraient suivre si les fusils continuent de se taire.

Dans le flux et reflux incessant des peuples à travers le continent, quelque 440 000 réfugiés de longue date ont, ces dernières années, regagné leur foyer dans la corne de l'Afrique.

Près de deux millions de réfugiés originaires du Burundi, du Soudan, de Somalie et de la région du Congo misent tous leurs espoirs de retour sur les pourparlers de paix actuellement en cours.

Des pays comme les Etats-Unis, qui généralement accueillent les réfugiés particulièrement vulnérables, accordent de plus en plus d'attention à l'Afrique (bien que le programme de réinstallation de Washington ne ►

EN 1995,  
LE HCR  
ASSISTAIT SEPT  
MILLIONS DE  
RÉFUGIÉS  
AFRICAINS. CE  
CHIFFRE EST  
AUJOURD'HUI  
DIVISÉ PAR  
DEUX.

AU CŒUR DU BASSIN CONGOLAIS, ENVIRON TROIS MILLIONS DE PERSONNES, PEUT-ÊTRE D'AVANTAGE, ONT PÉRI DANS UNE GUERRE RÉPUTÉE COMME LA PLUS MEURTRIÈRE DANS L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE.

se soit pas encore remis des conséquences des attentats terroristes du 11 septembre 2001).

Un projet baptisé le «Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique» (NEPAD), visant à promouvoir la paix et la stabilité sur ce continent à travers le développement durable, a rallié les suffrages du monde entier. Si le calme revenait, la majorité des personnes déracinées pourraient commencer une nouvelle vie.

## UN TOURNANT CRITIQUE

Cependant l'Afrique reste sur le fil du rasoir. Selon le Haut Commissaire Ruud Lubbers, "l'Afrique se trouve de nouveau à un tournant critique. Alors que des millions de civils ont perdu la vie dans les flammes de la guerre, il y a aussi des raisons d'espérer... comme en Sierra Leone, en Angola et dans la corne de l'Afrique".

David Lambo, directeur pour l'Afrique au HCR, affirme que sur le plan strictement humanitaire "nous avons un peu avancé depuis six mois. On commence à voir la lumière au bout du tunnel. Mais le continent est à la croisée des chemins."

Alors, quand un monde de plus en plus petit peut déverser tant d'attention et d'assistance – du moins à court terme – sur des régions comme l'Afghanistan et plus récemment l'Iraq, pourquoi l'Afrique est-elle encore en situation si désespérée? Et pourquoi est-elle laissée pour compte?

Le continent continue de produire ses propres despotes, avec leurs politiques pas toujours adaptées, mais le malaise est plus profond que cela. L'Afrique est encore considérée comme une terre lointaine, les crises humanitaires se produisent "là-bas", la lassitude et le découragement gagnent les pays donateurs comme ceux qui accueillent les réfugiés, les aides accordées ne suffisent jamais et le continent semble avoir perdu de son intérêt stratégique.

Il y a encore quelques années, le Zaïre et l'Angola étaient convoités pour leur pétrole et leurs minerais.



Réfugiés algériens : la première mission du HCR en Afrique.

UNHCR/S. WRIGHT/524

Partout les services de santé, d'éducation et d'aide sociale sont en recul. L'épidémie du sida fait des ravages dans de nombreux pays africains, avec plus de deux millions de victimes pour la seule année 2001. Et huit millions d'Africains ont succombé à d'autres maladies pourtant guérissables, comme le paludisme, la rougeole et la dysenterie. A taux de mortalité égal, la population d'un pays européen de taille moyenne comme la Grande-Bretagne ou la France serait totalement décimée en moins de dix ans.

Et pourtant, l'Afrique n'est plus un continent aussi lointain. Chaque année, des dizaines de milliers d'Africains parcourent des milliers de kilomètres afin de gagner les rivages au nord du continent,

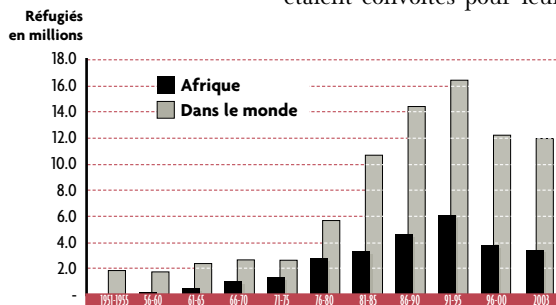
d'où ils embarquent à bord d'esquifs de fortune pour essayer de forcer les portes de l'Europe. "Beaucoup d'Africains, complètement à bout, désespérés, sont prêts à tout pour passer" en Europe et vers d'autres régions prospères, explique D. Lambo.

L'Afrique risque également de s'avérer un point vulnérable dans la lutte du monde industrialisé contre le terrorisme. Les camps de réfugiés et le chaos qui règne dans des pays comme la Somalie permettent non seulement aux groupes terroristes, tel Al Qaïda, de se terrer, mais favorisent également l'émergence de nouveaux groupes armés. L'Afrique de l'Est en a payé le prix avec les attentats meurtriers contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, et contre des touristes israéliens au Kenya.

## UNE FRAPPANTE DISPARITÉ

Et puis il y a aussi le fameux "deux poids, deux mesures": les réfugiés africains ne reçoivent pas autant d'aide que les réfugiés d'autres parties du monde, une

Mais les troupes cubaines et sud-africaines – instrumentalisées par les grandes puissances – ont quitté l'Angola depuis longtemps. Cette ingérence extérieure avait catalysé bon nombre de problèmes, pourtant après le départ des étrangers,





# L'Afrique en bref

■ Le continent africain compte **quelque 15 millions de réfugiés**, déplacés internes et autres personnes déracinées. Le HCR porte assistance à **près de 4,6 millions d'entre eux**, et dispose pour cela d'un budget régulier de **près de 400 millions** de dollars pour 2003.

■ Dans l'ensemble, le nombre des bénéficiaires a légèrement augmenté **par rapport à celui de l'année précédente** — **4,2 millions de personnes**. En 1994, l'organisation avait fourni une assistance à **sept millions de réfugiés** — un **chiffre record** — parmi lesquels beaucoup avaient fui le génocide au Rwanda.

■ En 2002, **plus d'un million de personnes** auraient fui leur foyer, tandis que **quelque 600 000 réfugiés et personnes déplacées** ont regagné leur lieu d'origine avec l'assistance du HCR. En Angola seulement, un million à **un million et demi** de personnes déplacées ont aussi regagné leur foyer par leurs propres moyens.

■ **Les populations réfugiées les plus nombreuses** en Afrique sont originaires des pays suivants : Burundi 570 000 ; Soudan 490 000 ; Angola 421 000 ; République démocratique du Congo 395 000, et Somalie 357 000.

■ Les pays d'Afrique hébergeant **le plus grand nombre de réfugiés** sont notamment : la Tanzanie 690 000 ; la République démocratique du Congo 330 000 ; le Soudan 328 000 ; la Zambie 247 000 ; le Kenya 234 000, et l'Ouganda 217 000.

■ Depuis la fin de l'ère coloniale, l'Afrique a été le **théâtre de conflits parmi les plus longs et les plus meurtriers au monde**. Le Soudan a été déchiré, très vite après son indépendance en 1956, par une guerre civile opposant le nord, à majorité musulmane, et le sud animiste et chrétien. **Environ deux millions de personnes ont été tuées**, quatre millions ont été déplacées et 500 000 autres



ont cherché refuge dans les pays voisins.

■ L'Angola a lui aussi été ravagé par les guerres à partir des années 60. **Au moins un million de personnes ont été tuées, quatre millions ont été déplacées et un demi-million sont devenues des réfugiés.**

■ Le conflit qui a éclaté en République démocratique du Congo en 1998 a été décrit comme la **première "Guerre mondiale" de l'Afrique**. Une demi-douzaine d'armées y ont été impliquées, et **trois à cinq millions de personnes ont perdu la vie** en raison des hostilités, de la maladie ou encore de la malnutrition. **Deux millions de personnes ont fui** pour des régions voisines et 300 000 civils sont devenus des réfugiés.

■ Toute l'Afrique de l'Ouest a été déstabilisée lorsqu'une nouvelle guerre civile a éclaté au Libéria en 1989. **Près de 70% des habitants de ce pays, soit quelque 2,4 millions de personnes, ont été déplacés et 150 000 personnes ont été tuées.** La Côte d'Ivoire voisine, qui était l'un des pays les plus stables du continent, a elle aussi sombré dans la guerre civile fin 2002. **Jusqu'à 800 000 personnes ont été déplacées et 400 000 ont été contraintes de fuir le pays.**

■ Au Burundi, l'un des pays les plus pauvres et les plus petits au monde, dix années de conflit ont fait **plus de 200 000 morts**. En outre, **près d'un million de personnes**, soit environ 14% de la population, **ont été déracinées.**

■ Sur le plan politique, quelques événements sont encourageants. Un accord de paix a été signé début 2002 en Angola, où **les civils ont commencé à revenir**. Le rythme des retours devrait s'accélérer au cours des prochains mois. Des accords de paix fragiles ont été signés au Burundi et au Congo. La situation continue à se stabiliser en Sierra Leone, après dix ans de guerre civile.

■ Les guerres et les déplacements de populations ont été attisés par les bouleversements économiques et sociaux. Le nombre de personnes vivant **dans la pauvreté absolue en Afrique subsaharienne devrait passer de 315 à 404 millions** au cours des 15 prochaines années, faisant du continent la plus pauvre du monde.

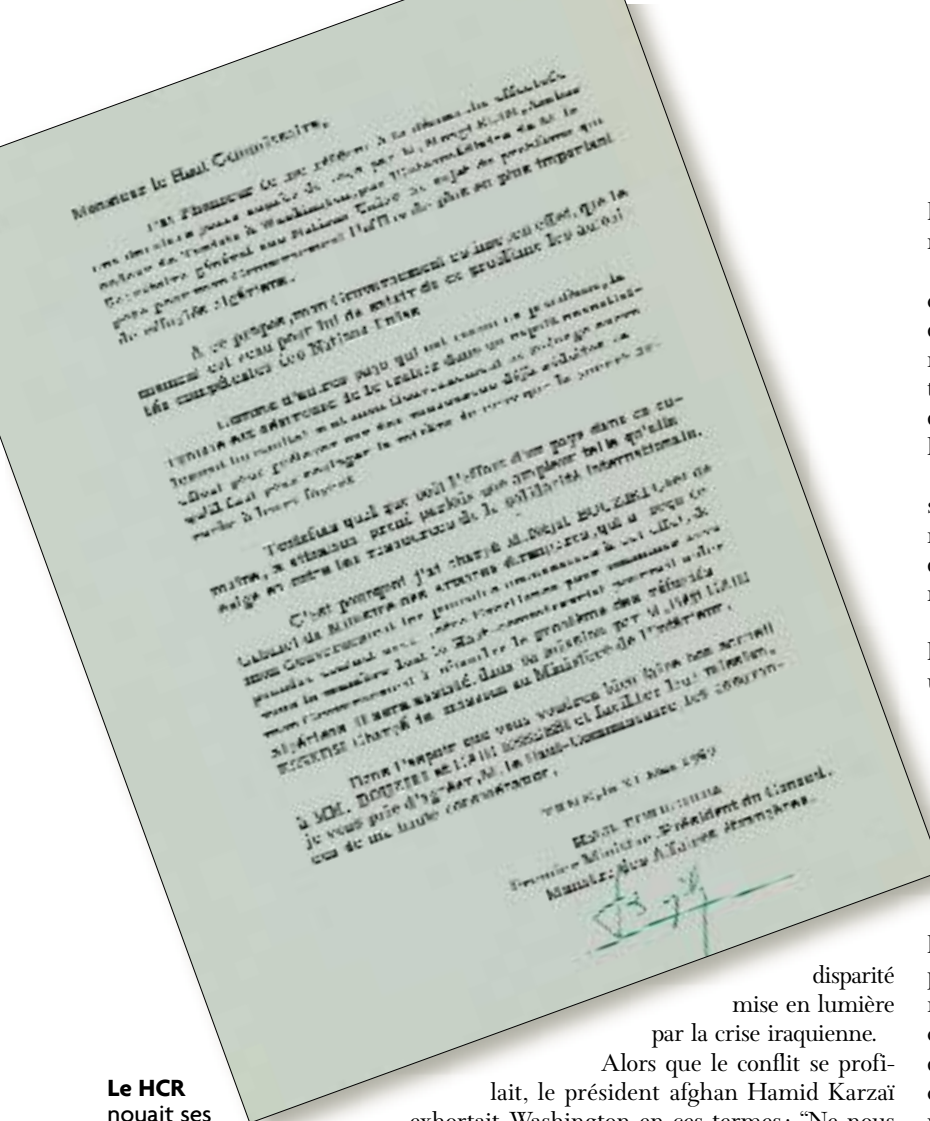
■ La moitié de la population survit avec **moins d'un dollar par jour**, plus de 50% n'ont pas accès à l'eau potable et

plus de **deux millions de nourrissons meurent chaque année** avant d'avoir atteint leur premier anniversaire.

■ Le virus du sida fait des ravages dans de nombreux pays. **La maladie a tué plus de deux millions de personnes en 2001**. Huit millions d'autres sont mortes du paludisme, de la rougeole, de la tuberculose et de maladies diarrhéiques.

■ **La famine menace quelque 40 millions de personnes** en Afrique de l'Ouest, en Erythrée, en Ethiopie et au Sahel, d'après les estimations du Programme alimentaire mondial.

■ *Les réfugiés sont des personnes qui ont fui leur pays pour échapper à la guerre et à la répression. Les personnes déplacées ont fui pour des raisons similaires, mais n'ont pas quitté leur pays. Le HCR porte assistance à tous les réfugiés dans le monde. Il a commencé, dans les années 90, à venir en aide à quelques personnes déplacées. De ce fait, les statistiques données dans les graphiques et les tableaux accompagnant les articles qui sont publiés dans ce numéro ne sont parfois disponibles que pour l'un de ces groupes durant certaines périodes.*



**Le HCR** nouait ses premiers contacts avec l'Afrique en 1957.

“ON COMMENCE À VOIR LA LUMIÈRE AU BOUT DU TUNNEL. MAIS LE CONTINENT EST À LA CROISÉE DES CHEMINS.”

disparité mise en lumière par la crise iraquienne.

Alors que le conflit se profilait, le président afghan Hamid Karzaï exhortait Washington en ces termes : “Ne nous oubliez pas si la guerre éclate en Iraq”

Son pays avait subi une invasion soviétique, été le théâtre des rivalités entre superpuissances pour être ensuite délaissé par la communauté internationale, avant de connaître une nouvelle intervention étrangère et la promesse réitérée que le passé ne se répèterait pas et que cette fois-ci le monde industrialisé ne lâcherait pas Kaboul.

La realpolitik étant ce qu'elle est, Karzaï n'a pas été convaincu.

Pour ceux qui critiquent le système humanitaire actuel, le conflit en Iraq illustre de manière flagrante ce régime à deux vitesses: des moyens militaires, économiques et financiers colossaux ont été mobilisés au Moyen-Orient pour atteindre des objectifs qui seraient tout aussi pertinents en Afrique – soutenir la liberté et la démocratie, porter assistance à une population désespérée, éradiquer le terrorisme.

Les Nations Unies ont lancé le plus important appel de fonds de leur histoire pour l'aide humanitaire à l'Iraq, 2,2 milliards de dollars, un chiffre qui aurait certainement été atteint si le conflit s'était prolongé.

Et au même moment, ceux qui essayaient de collecter des fonds pour l'Afrique n'ont pu que constater l'immobilisme des donateurs traditionnels, qui refusaient de s'engager tant que l'issue de la guerre en Iraq était incertaine. Une délégation européenne ayant insinué que “l'Angola est un pays assez riche pour financer le rapatriement de ses citoyens”, un responsable

humanitaire exaspéré a répliqué en demandant si ce même principe allait s'appliquer aux réfugiés iraqiens.

Les observateurs africains, évoquant les immenses campements aux tentes vides installés aux portes du désert iraquien pour des réfugiés qui ne sont jamais venus, comparaient cela au faible intérêt de l'opinion internationale et des médias pour les dizaines de milliers de personnes qui, en Afrique de l'Ouest, avaient dû fuir la Côte d'Ivoire.

Le Haut Commissaire Ruud Lubbers n'a pas caché son inquiétude : “Je crains que l'intérêt porté à l'Iraq n'entame l'intérêt porté à l'Afrique. Dès qu'il s'agit de donner pour l'Afrique, les budgets sont à la baisse, jamais à la hausse.”

D'après les projections, le budget de l'agence pour l'Afrique sera cette année déficitaire d'au moins 15%, une somme qui correspond à peine au “coût d'une heure de guerre en Iraq” rappelle Ruud Lubbers – mais qui va nécessiter de douloureux arbitrages et des coupes budgétaires dans les programmes d'éducation, d'auto-suffisance et autres projets indispensables.

D'après le Programme alimentaire mondial, 40 millions d'Africains seraient exposés à la famine, et James Morris, son directeur exécutif, déclarait récemment devant le Conseil de sécurité de l'ONU : “Bien que l'idée me déplaise, je ne peux m'empêcher de penser que nous sommes en présence d'un régime à deux vitesses. Comment se fait-il que nous acceptons tranquillement un niveau de souffrance et de désespoir en Afrique que nous ne tolérerions dans aucune autre région du monde ? Cet état des choses ne peut plus durer.”

Remarquant qu'au début de la guerre en Iraq chaque famille disposait d'un mois de nourriture, J. Morris a souligné que les Africains menacés de famine, “essentiellement des femmes et des enfants, considéreraient comme une bénédiction d'avoir de quoi manger pour un mois”.

**DÉFAVORISÉS**

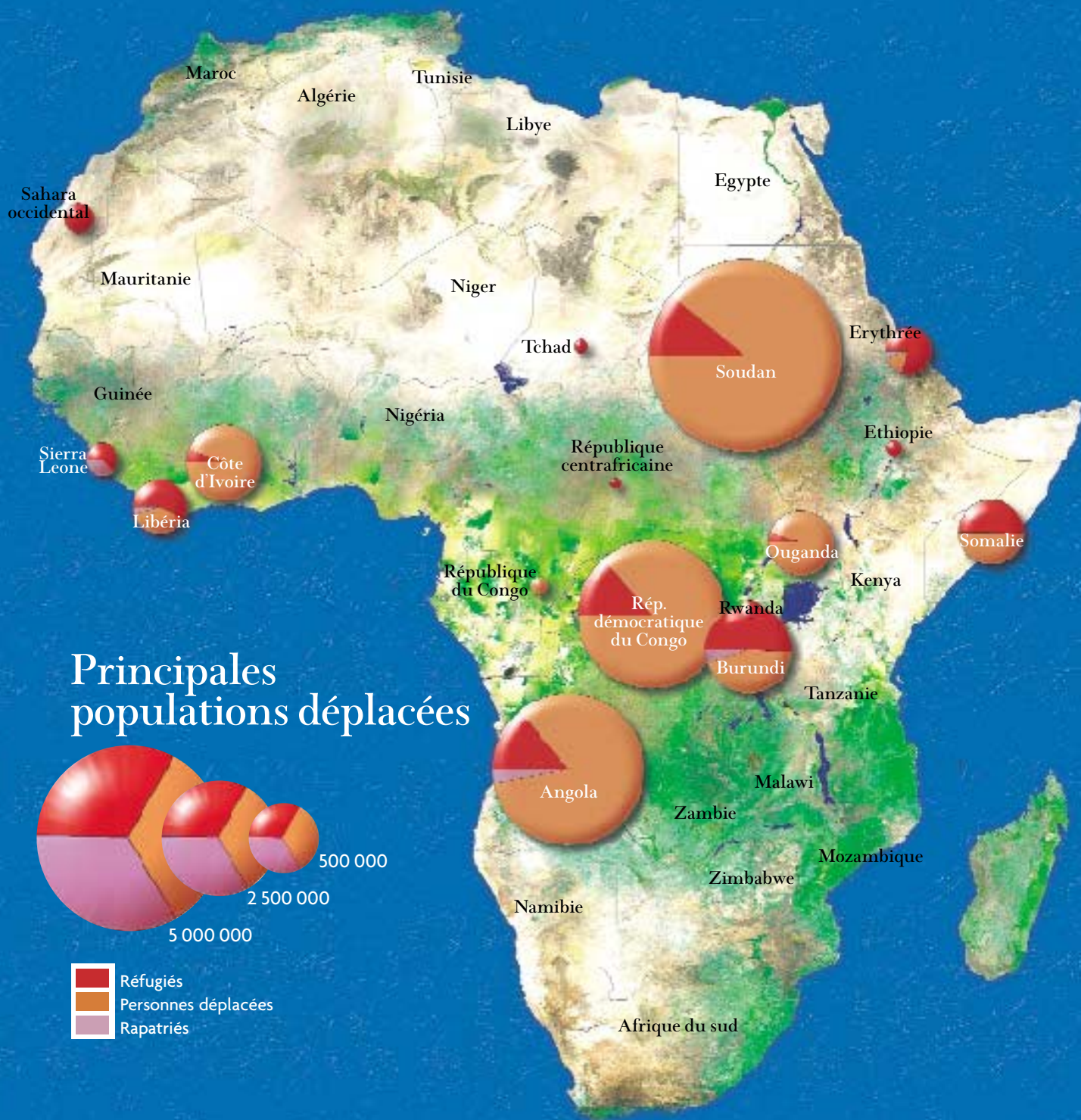
Alors, les Africains sont-ils lésés ? Comparer les sommes dépensées par réfugié en divers points du globe serait s'aventurer en terrain glissant, car l'exercice ne reflèterait pas nécessairement l'aide réelle que reçoit chaque bénéficiaire. Le coût de la construction d'abris dans les Balkans, par exemple, est sans doute plus élevé qu'en Afrique et ce paramètre fausserait à lui seul toute tentative d'équivalence en dollars par réfugié.

Le HCR a toutefois approuvé des normes d'assistance minimales dont devrait bénéficier tout réfugié. Même ces indicateurs les plus élémentaires, portant sur des nécessités vitales comme l'eau, la nourriture et un toit, sont rarement respectés en Afrique, faute de ressources financières et humaines adéquates.

Déjà, le Programme alimentaire mondial a réduit de moitié les rations de base distribuées dans les camps de réfugiés. Les personnes déplacées dans la corne de l'Afrique, l'une des contrées les plus inhospitalières au monde, surtout dans la fournaise des mois d'été, devraient recevoir un minimum de 20 litres d'eau par jour, mais dans l'urgence des années 90 certains ont dû



# Personnes déracinées en Afrique



## Principaux pays d'accueil des réfugiés en Afrique

Tanzanie	690 000
Rép. démocratique du Congo	330 000
Soudan	328 000
Zambie	247 000
Kenya	234 000

Ouganda	217 000
Guinée	182 000
Algérie	169 000
Ethiopie	133 000
République du Congo	109 000

# De réfugié à mercenaire...

*Difficile de dire non à l'appel de l'aventure et à l'appât du gain quand on est jeune réfugié, pauvre et désœuvré.*

**L**es recruteurs sont arrivés au crépuscule avec des poignées de billets et des promesses d'aventure, de razzias et de femmes.

En l'espace de trois heures, 150 jeunes Libériens du camp de réfugiés de Nicla, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, se sont enrôlés dans une milice gouvernementale baptisée Force Lima.

Ils ont empoché chacun 10 000 francs CFA (17 dollars) et, sur les injonctions d'un milicien coiffé d'un bandana rouge, brandissant une mitrailleuse de calibre 50 à l'arrière d'une jeep, ils ont sauté à bord de deux camions et ont disparu dans un nuage de poussière. "On veut de l'argent. Ici, on n'a rien et on n'est rien" avaient-ils lancé aux autres réfugiés témoins de la scène.

Après une courte période d'entraînement, ces nouvelles recrues se battront contre d'autres Libériens, enrôlés pour leur part dans les bandes rebelles opérant dans la zone particulièrement instable de la frontière ivoiro-libérienne.

Nicla a toujours été un petit village ivoirien, tranquille et reculé, rural comme tous ses voisins. Situé à 35 km à l'est de la frontière libérienne, il offrait un havre de sécurité à quelques-uns des centaines de milliers de civils chassés du Libéria par une décennie de troubles incessants.

La grande majorité des Libériens avaient choisi de vivre dans des villages ivoiriens où ils s'intégraient facilement, plutôt que dans des camps de réfugiés. Puis, en septembre 2002, la guerre civile ivoirienne a éclaté sur fond d'incidents xénophobes. Terrorisés, beaucoup de réfugiés ont pris la fuite, notamment en direction de Nicla, pour se mettre à l'abri dans un camp parrainé par la communauté internationale.

Et avec la proximité de la frontière, le

conflit au Libéria et la présence de quelque 6000 à 8000 réfugiés valides, hommes et femmes, le camp de Nicla est devenu un terrain de chasse privilégié pour les recruteurs.

L'antagonisme entre idéaux



**Le camp de Nicla**, terrain de chasse pour les recruteurs.

humanitaires et impératifs militaires n'est pas nouveau et le cas de Nicla n'en est que l'illustration la plus récente.

On estime que quelque 300 000 jeunes mineurs, dont 3000 pour la seule Côte d'Ivoire, servent actuellement dans des forces armées et des milices de par le monde. Certains sortent tout droit des

camps de réfugiés. Un nombre indéterminé d'enfants un peu plus âgés, mais encore vulnérables, ont également été recrutés. Les filles sont des proies d'autant plus prisées qu'elles peuvent également servir d'esclaves sexuelles.

Ce sont les autorités nationales, et non les organisations humanitaires, qui doivent assurer la sécurité dans les camps de réfugiés. Quand elles ne le font pas ou sont dans l'incapacité de le faire, des organisations comme le HCR ou Caritas, également présente à Nicla, font face à des décisions difficiles.

Lorsque plus d'un million de civils ont fui le Rwanda pour échapper au génocide au milieu des années 90, les milices rwandaises *interahamwe*, de sinistre mémoire, ont utilisé les camps de l'ex-Zaïre non seulement comme terrain de recrutement, mais aussi comme base arrière. Après avoir demandé en vain l'assistance militaire des pays membres de l'ONU, le HCR a engagé ses propres forces de sécurité, avec des résultats limités.

Finalement, l'agence a pris la décision, controversée, de continuer à secourir les centaines de milliers de réfugiés relevant de son mandat, tout en sachant pertinemment que son aide bénéficiait aussi aux combattants qui se cachaient parmi eux.

Le HCR travaille depuis des mois sur diverses "solutions" pour Nicla : programmes d'éducation et projets d'entraide, voire déplacement du camp loin de la zone des combats et réinstallation définitive des Libériens les plus vulnérables dans des pays tiers prêts à les accueillir.

## LE FAR WEST

Bien que les réfugiés l'aient surnommé *Peace Town*, le camp rappelle plutôt le Far West.

PARQUÉS DANS LE CAMP, SANS TRAVAIL ET SANS ARGENT, PAUVRES, DÉSŒUVRÉS, SANS VÉRITABLES POSSIBILITÉS D'INSTRUCTION OU DE DISTRACTIONS, LES RÉFUGIÉS TOMBENT DANS UN ENNUI PESANT MÊLÉ D'ANGOISSE ET DE RESSENTIMENT.





Des réfugiés du Sahara occidental en Algérie.

Une personne récemment de passage raconte avoir vu des dizaines de gamins surexcités et leur inévitable meneur au bandana rouge parader sur des camions en plein jour (dans les autres camps de réfugiés, les miliciens attendent la nuit pour se montrer).

Quand ils viennent rendre visite à leurs parents, les “soldats” tirent des rafales de mitraillette pour s’amuser. Il n’y a pas longtemps, ils ont touché l’école, provoquant la ruée des élèves vers les portes et les fenêtres.

Les habitants du camp disent que leur vie est constamment en danger. “Je risque ma peau en vous parlant”, explique un réfugié sous couvert d’anonymat. “C’est le zoo ici, ajoute son voisin. Et que ferez-vous s’il y a un massacre ? Vous reviendrez demain (le personnel du HCR n’habite pas sur place) pour ramasser les cadavres, et cette fois-ci, ce seront les nôtres.”

On comprend aisément pourquoi les jeunes réfugiés mordent à l’hameçon des recruteurs. Les Ivoiriens, qui accueillaient naguère les Libériens comme des frères (beaucoup sont en effet de la même ethnie) les considèrent maintenant comme des rebelles et les environs de Nicla sont devenus zone interdite. Parqués dans le camp, sans travail et sans argent, pauvres, désœuvrés, sans véritables possibilités d’instruction ou de distractions, les réfugiés tombent dans un ennui pesant mêlé d’angoisse et de ressentiment.

Dans ce climat, beaucoup estiment qu’ils n’ont d’autre solution que “d’y aller”. Certains sont simplement attirés par le cliquetis des armes et la force brute qu’elles procurent.

Les recrues féminines subissent une autre forme d’exploitation. Certaines sont placées dans les florissants bordels où les jeunes combattants viennent dépenser le fruit de leurs rapines. Les sévices sexuels sont monnaie courante: une fillette de 12 ans victime de viols répétés vient d’être placée chez de nouveaux parents adoptifs. Des jeunes filles qui devraient être à l’école se retrouvent entraînées dans l’un des six ou sept bars du camp et deviennent les compagnes de beuverie et les maîtresses des miliciens.

Jette Isaksen a déjà travaillé sur les lignes de front au Rwanda, en Afghanistan, au Kosovo et au Libéria. “Mais je n’ai jamais eu peur comme ça avant”, confie-t-elle alors que nous déambulons dans le camp. “Ici, je me sens mal à l’aise.” ■

survivre avec moins de trois litres. De telles pénuries sont encore fréquentes. Dans certains camps, seulement 30% des enfants sont scolarisés.

Jeff Crisp, chef du groupe d’évaluation au HCR, confirme que plus un camp fonctionne longtemps, plus les conditions de vie déjà précaires se détériorent, à cause de l’indifférence générale face aux crises prolongées et parce que les maigres ressources disponibles sont attribuées à d’autres projets.

L’agence a entrepris une “analyse des écarts” entre les objectifs minimaux à atteindre et la réalité sur le terrain. Les conditions varient beaucoup d’un bout à l’autre du continent, et l’enquête ne portait que sur les réfugiés hébergés dans les camps ou les centres de transit, à l’exclusion de ceux qui vivent dans les communautés locales.

Et, si ces manquements criants ne font pas la une des journaux, ils corroborent le point de vue de James Morris, du PAM, selon lequel les conditions de vie de beaucoup de déracinés sont inacceptables au regard des normes internationales.

Les camps de Kakuma et Dadaab, au Kenya, comptent parmi les plus grands d’Afrique, abritant 180 000 réfugiés. L’étude a montré que la dernière distribution d’articles aussi ordinaires que couvertures, jerricans et ustensiles de cuisine remontait à sept ans ! Et les auteurs du rapport de prévenir : “Le non-renouvellement (de tels articles) va aggraver les conditions de vie déjà précaires dans les camps et conduire à l’apparition de maladies liées au froid, au manque d’hygiène, etc...”

A Dadaab, où le thermomètre peut grimper au-dessus de 40° en été, les réfugiés ont droit à 17 litres d’eau par jour, mais ils doivent aussi partager cette eau avec leur bétail. A l’école, il n’y a qu’une toilette pour 275 élèves, contre un objectif d’une pour 20 ; environ 144 enfants se partagent une salle de classe, avec un enseignant pour 60 élèves. Du fait des contraintes budgétaires, ces écarts ne sont pas près de se combler et le rapport prévient l’agence qu’elle “n’aura pas rempli le devoir qui lui incombe de respecter le droit fondamental de l’enfant à une éducation primaire”.

ABIGAIL VIT  
UN VÉRITABLE  
CAUCHEMAR.  
DEPUIS L’ÂGE  
DE 13 ANS  
ELLE EST  
CONSTAMMENT  
EN FUITE, À  
LA RECHERCHE  
D’UN LIEU SÛR...  
MAIS À CHAQUE  
FOIS ELLE SE  
TROUVE PRISE  
AU PIÈGE DANS  
UNE NOUVELLE  
GUERRE.

Soixante-quinze pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie. Chaque réfugié dispose d'un espace inférieur à trois mètres carrés – la norme minimum est de 3,5 m<sup>2</sup> – et “les abris sont dans un état déplorable”. Le rapport ajoute que “si l'on n'améliore pas les conditions de vie des réfugiés... cela diminuera gravement leur protection contre les maladies respiratoires et toutes les autres pathologies associées, leur intimité et leur sécurité affective”.

### LA CHASSE AUX SUBVENTIONS

À l'exception des crises hautement médiatisées telles que l'Iraq, le HCR a de plus en plus de mal à obtenir des subventions de ses bailleurs de fonds traditionnels, les pays industrialisés, pour les près de 22 millions de personnes dont il a la charge.

Les agences humanitaires ont été accusées d'avoir contribué aux problèmes de financement de l'Afrique en préjugant des sommes que les donateurs étaient

# Violence et bouleversements depuis l'indépendance

*Le Burundi se trouve de nouveau face à un carrefour critique.*



En quête de sécurité en Tanzanie voisine.

Depuis 30 ans, le Burundi est déchiré par des conflits meurtriers. Au cours de la seule dernière décennie, quelque 150 000 civils ont été tués et 1,5 million de personnes déracinées dans ce pays, l'un des plus petits d'Afrique. Mais le monde ne s'en est pas vraiment préoccupé.

Comme le reste du continent, le Burundi se trouve de nouveau à un carrefour critique. Après des années de laborieux efforts diplomatiques, conduits d'abord par feu Julius Nyerere, l'ancien président de la Tanzanie, puis par Nelson Mandela, l'ancien président sud-africain, le pays est arrivé début mai à mi-parcours d'un mandat de trois ans pour le gouvernement national de transition.

A cette occasion, le président tutsi Pierre Buyoya a remis à Domitien Ndayizeye, son vice-président hutu, le pouvoir dont il s'était emparé par un putsch en 1996.

Tutsis et Hutus se sont disputé le pouvoir pratiquement depuis l'indépendance, en 1962, et ce transfert pacifique a constitué un événement peu courant. L'avenir du pays et de ses six millions d'habitants dépend maintenant du succès de cette tentative pour forger une paix durable.

Les signes n'ont pas été que positifs, même pendant la transition. Les accrochages entre l'armée à dominance tutsie et les deux principaux groupes rebelles hutus, les Forces pour la défense de la démocratie et les Forces nationales de libération, ont continué dans certaines parties du pays.

### RECORD DE POPULATION RÉFUGIÉE

Les Burundais constituent la population réfugiée la plus nombreuse du continent africain. Quelque 570 000 civils, vivant pour la plupart en Tanzanie voisine, sont des réfugiés officiellement reconnus comme tels. Plusieurs centaines

de milliers de Burundais sont installés à l'étranger sans être nécessairement recensés.

Dans le climat étrange de l'Afrique centrale, où négociations et affrontements se côtoient, environ 40 000 Burundais ont récemment regagné des régions paisibles de leur pays, tandis que d'autres, en tout aussi grand nombre, fuyaient des combats ailleurs pour trouver refuge dans un pays voisin.

“Je voulais absolument revenir”, affirme Nduwimana, une Burundaise. Cette jeune femme de 25 ans, mère d'un enfant, témoigne de l'optimisme des rapatriés, qui aspirent à un avenir plus paisible. “J'ai vu que d'autres personnes de ma région rentraient, et je n'ai pas voulu laisser passer cette chance”, dit-elle après avoir utilisé l'un des deux convois hebdomadaires qu'organise le HCR pour aider tous ceux qui font le pari de la paix.

Le HCR s'est attaché à renforcer les perspectives de paix en bâtissant des écoles et des dispensaires pour les réfugiés rapatriés et les communautés locales, en portant assistance aux groupes vulnérables et aux personnes âgées, et même en contribuant à la mise sur pied d'une “clinique judiciaire” qui sillonne le nord du Burundi pour tenter de régler les différends entre les populations locales et les rapatriés.

Lors de la passation du pouvoir présidentiel, le responsable régionale du HCR, Wairimu Karago, a déclaré que la démarche était très positive et laissait espérer une solution pour les réfugiés. “Elle signifie qu'ils pourraient revenir après avoir vécu des années hors du Burundi. Je souhaite que cette saga de l'exil puisse enfin se terminer.”

Certes, le pays a déjà approché, par le passé, des solutions qui ont ensuite échoué. L'avenir demeure donc incertain. ■





Déplacement de populations  
au Soudan.

prêts à verser au lieu d'évaluer les besoins réels sur le terrain – une sorte d'autocensure.

C'est peut-être là une bonne approche pragmatique et commerciale. Une augmentation massive et "déraisonnable" des budgets pour les programmes africains réguliers pourrait avoir des effets inverses, provoquant un retrait des bailleurs de fonds qui affecterait aussi d'autres programmes.

Pourtant, il y a trois ans, Julia Taft, alors Sous-secrétaire américaine, responsable du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations, autant dire la principale autorité des Etats-Unis en matière de réfugiés, confiait à RÉFUGIÉS : "La différence de traitement entre les réfugiés du Kosovo et ceux de Guinée est inadmissible. Il est inconcevable de dépenser moins de 20 millions de dollars pour 500 000 réfugiés de la Sierra Leone, puis de demander 240 millions de dollars pour un nombre équivalent de réfugiés du Kosovo. Ce n'est ni correct ni juste."

J. Taft précisait alors la démarche prônée par Washington lors des discussions sur les subventions destinées à l'Afrique. "Au besoin, les donateurs devraient être les méchants – le HCR devrait indiquer ce dont il a besoin et forcer les donateurs à dire « nous n'avons pas les moyens », plutôt que de fixer un chiffre en fonction de ce que les donateurs semblent disposés à donner."

Malgré cette injonction, rien n'a vraiment changé et le montant des dons ne cesse de diminuer. Chaque année, les bureaux régionaux du monde entier doivent batailler ferme pour obtenir le moindre dollar disponible. Une nouvelle recrue en Afrique de l'Ouest, peu rompue à cette foire d'empoigne, est sortie de sa première session budgétaire en état de choc. "L'équipe sur le terrain avait ciblé environ 185 dollars pour chaque réfugié, se souvient-il. Ce chiffre a été descendu à 70 dollars. Nous avons fini par couper la poire en deux. J'avais l'impression de marchandiser un tapis dans un bazar d'Istanbul, plutôt que d'essayer de sauver des vies humaines."

### ESPOIR ET DÉSESPOIR

L'Afrique de l'Ouest est emblématique du mélange d'espoir et de désespoir qui caractérise l'ensemble du continent. Elle nous rappelle que même dans les sociétés en apparence les plus stables, les choses peuvent déraiper ou, à l'inverse, qu'avec une aide appropriée, un pays dévasté peut se relever.

En 1998, Alie K., tailleur dans un village de Sierra Leone et père de sept enfants, était capturé par des rebelles qui, dans un atroce rituel devenu courant pendant la guerre civile, lui ont tranché la main gauche. "Ils s'y sont mis à trois, un qui me tenait en joue avec son fusil et les deux autres qui coupaient", se rappelle-t-il. Ils lui ont aussi entaillé la main droite et l'ont fouetté avant de le laisser s'enfuir dans la brousse. "J'ai arraché ce qui restait de ma main gauche et je l'ai jetée parce qu'elle me gênait pour courir", raconte Alie.

De telles horreurs étaient devenues monnaie courante. Pourtant aujourd'hui, dans un incroyable revirement de situation, la Sierra Leone a retrouvé un fragile équilibre au terme de dix ans d'une guerre civile qui a pris fin en 2002. Un gouvernement a été élu, la police et l'armée se recomposent, quelque 14 000 Casques bleus participent au maintien de la paix. Le HCR et d'autres organismes humanitaires sont venus en aide à 220 000 réfugiés et à des centaines de milliers de déplacés internes qui sont rentrés chez eux depuis deux ans, dont 26 000 réfugiés pour ce début 2003.

Un projet pilote appelé «4R» a été lancé. Comme a expliqué le Haut Commissaire Ruud Lubbers, il s'agit, par le biais de cette initiative, de coordonner en un flux continu, sans rupture, l'assistance des gouvernements, des humanitaires et des agences de développement tout au long des quatre phases principales que comporte le retour des réfugiés : rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction. Précédemment, certaines opérations de rapatriement se sont mal passées à cause des ruptures dans la chaîne de secours, ce qui a créé des insuffisances scandaleuses dans l'aide distribuée, ►

LE SIDA A FAIT  
DEUX MILLIONS  
DE VICTIMES  
POUR LA SEULE  
ANNÉE 2001.  
ET HUIT  
MILLIONS  
D'AFRICAINS  
ONT SUCCOMBÉ  
À D'AUTRES  
MALADIES  
FACILEMENT  
GUÉRISSABLES.  
A CE RYTHME,  
LA POPULATION  
D'UN PAYS  
EUROPÉEN DE  
TAILLE  
MOYENNE  
SERAIT DÉCIMÉE  
EN MOINS DE  
DIX ANS.



LE HCR A  
APPROUVÉ DES  
NORMES  
D'ASSISTANCE  
MINIMALES  
DONT DEVRAIT  
BÉNÉFICIER  
TOUT RÉFUGIÉ...  
MAIS ELLES  
SONT  
RAREMENT  
RESPECTÉES EN  
AFRIQUE.

mettant en péril l'ensemble du processus de paix dont l'échec aurait provoqué un nouvel exode de réfugiés.

Le HCR prévoyant de se retirer progressivement de la Sierra Leone d'ici 2005, après y avoir dépensé entre 80 et 100 millions de dollars, des agences d'aide au développement telles que la Banque mondiale vont prendre le relais et accélérer la reconstruction à long terme d'un nombre croissant d'écoles, de dispensaires et autres infrastructures.

La Sierra Leone a récemment formé une Commission vérité et réconciliation, semblable à celle qu'avait créée l'Afrique du Sud pour aider le pays à surmonter les traumatismes et les crimes de l'apartheid. Le président Ahmed Tejan Kabbah a déclaré que cette commission apporterait "une contribution thérapeutique au processus de paix, la guérison du traumatisme et des blessures psychiques engendrés par la guerre".

Tamba Finnoh, première victime à témoigner, a raconté comment il avait été enlevé et amputé du bras droit, avant de conclure : "Je laisse tout ça derrière moi et je suis prêt à pardonner."

## D'UNE RIVE À L'AUTRE DE L'ENFER

A l'inverse, Abigail, 26 ans, continue de vivre un véritable cauchemar et nous rappelle que tout peut soudain basculer, là où l'on s'y attend le moins. Depuis l'âge de 13 ans elle est constamment en fuite, à la recherche d'un lieu sûr. Mais elle n'en a trouvé aucun et se trouve à chaque fois piégée dans un nouveau conflit.

Adolescente, elle a quitté le Libéria en 1990, au plus fort du conflit civil. Elle a marché le long du golfe de Guinée, une côte où prolifèrent les maladies, et a fini par arriver dans la capitale de la Côte d'Ivoire voisine. Il y a dix ans, Abidjan était l'image d'Epinal du rêve africain post-colonial, avec ses tours de bureaux étin-

celantes, ses restaurants français gastronomiques, ses fringants diplomates, son commerce florissant et l'unique patinoire sur glace d'Afrique noire, surplombant la mangrove.

Les réfugiés libériens et les centaines de milliers de travailleurs migrants des Etats voisins participaient alors à l'essor économique, mais habitaient les quartiers pauvres d'Abidjan.

Abigail a pu terminer ses études et devenir enseignante dans la ville de Tabou, près de la frontière entre les deux pays, mais à la fin de 2002 le rêve ivoirien, qui s'effritait depuis quelques années, a implosé en guerre civile entre gouvernement et forces rebelles.

L'impensable s'est produit. Pris de panique, les réfugiés libériens, les citoyens ivoiriens et les travailleurs étrangers ont quitté précipitamment le pays, 100 000 d'entre eux se réfugiant au Libéria, pays toujours aux prises avec le conflit qu'avait fui Abigail 13 ans plus tôt. La jeune institutrice se trouvait de nouveau perdue dans une foule en marche, ballottée "d'une rive à l'autre de l'enfer... dans la quête absurde, désespérée d'un refuge souvent illusoire", comme l'écrivait le *NEW YORK TIMES*.

C'était précisément ce que vivait Abigail. Une équipe de protection du HCR en patrouille le long de la frontière la croisée à un barrage militaire en territoire ivoirien.

"Je savais l'horreur qui m'attendait en rentrant au Libéria", explique-t-elle tranquillement, tandis qu'elle attend à côté d'un vieux bus, avec 26 autres passagers, que des soldats ivoiriens, nerveux et belliqueux, fouillent ses affaires et décident de son sort. "Mon père et presque tous ceux de ma famille ont été tués ces dernières années. Mais la radio disait que la situation était calme au Libéria, mieux qu'ici", en Côte d'Ivoire, où les Libériens





UNHCR/R. CHALASANI/CS/YUG-2001

**Les conditions de vie des réfugiés peuvent être extrêmement différentes en Afrique et en Europe.**

étaient facilement étiquetés comme rebelles ou trafiquants de drogue.

Elle a marché deux jours à travers le Libéria pour atteindre le petit village où vivait sa mère, mais la guerre avait dévasté le pays, à l'est comme à l'ouest. "Il n'y avait rien à manger. Personne pour maintenir l'ordre. Les hommes armés prenaient ce qu'ils voulaient. C'était la panique dans tout le pays."

Alors, pour la seconde fois, elle optait pour l'inimaginable – fuir une guerre pour la sécurité relative d'une autre guerre, revenir encore sur ses pas. Avec pour seul bagage un petit sac en nylon contenant deux ou trois

vêtements. Une fois de plus, elle traversait la frontière. Elle venait à peine de monter dans un bus qui devait l'emmener à Tabou, quand les soldats l'ont arrêtée.

Après avoir échappé à une mort probable, elle risquait à présent d'être violée. Un soldat lui a pris sa carte d'identité de réfugiée en disant qu'il la lui rendrait peut-être le lendemain – mais uniquement à condition qu'elle couche avec lui.

"J'étais prête à accepter", a confié cette jeune et jolie célibataire à Chiara Cardoletti, responsable de la protection pour le HCR. "Qu'est-ce qu'une nuit de calvaire par rapport à une vie entière d'humiliation?"

Quelques tractations, coups de fil, menaces et intimidations plus tard, Abigail était finalement relâchée indemne. Le droit à la protection venait de remporter une modeste mais symbolique victoire au milieu d'un océan de détresse et de misère.

### CHANGEMENT DE CAP

Panos Moutzizis, un vétéran des crises de réfugiés, notamment en Somalie, dans les Grands Lacs au milieu des années 90 et après la première guerre du Golfe, attendait impatiemment sa mutation à Abidjan, où il pensait découvrir un nouvel aspect du métier. "J'étais vraiment optimiste, positif. Pour une fois, au milieu de tant de souffrances, j'allais participer à un projet plus gratifiant."

# La pire des guerres en Afrique

## *Et si aller secourir tous les déracinés du continent relevait de l'impossible ?*

Une carte bariolée de l'ONU raconte l'histoire du Congo. C'est un impressionnant patchwork de jaune, vert, bleu, rose et même rose lacyette qui résume éloquemment la réalité sur le terrain – les zones contrôlées par le gouvernement et celles qui sont aux mains des diverses factions rebelles. Un trait en diagonale, la zone dite démilitarisée, barre le territoire de la République démocratique du Congo (RDC), engluée dans la guerre depuis près de cinq ans.

L'*International Rescue Committee*, organisme basé à Washington, a récemment chiffré le coût humain de ce qu'il considère comme "la guerre la plus meurtrière de l'histoire connue de l'Afrique" : 3,3 millions de morts. Les six pays de la région ont tous à un moment ou à un autre trempé dans le conflit.

Mais comme toutes les guerres qui s'éternisent, celle-ci, pourtant l'une des plus meurtrières de l'histoire récente, est demeurée largement ignorée à l'extérieur, alors que le sang ne cessait de couler.

Les belligérants ont maintenant signé une série d'accords de paix, les troupes étrangères se sont pour l'essentiel retirées et l'ONU a dépêché un petit contingent de 4300 hommes pour renforcer une paix encore fragile.

### UN LOURD BILAN HUMAIN

Au cours de la dernière vague d'hostilités, quelque deux millions de Congolais ont été déplacés et 400 000 autres se sont réfugiés dans les pays limitrophes.

Mais certains pays d'accueil sont eux-mêmes en guerre, d'où ce tragique chassé-croisé de la misère : 330 000 réfugiés en provenance de toute la région – Angola, Ouganda, République du Congo, Burundi, Rwanda et République centrafricaine – ont afflué en République démocratique du Congo, espérant trouver asile dans un pays que tant de Congolais essayaient quant à eux de quitter.

Sur le front humanitaire, le HCR a mis en place un réseau de 10 bureaux couvrant l'ensemble du territoire de la RDC. Son

personnel sur le terrain et en poste dans les pays voisins a été chargé de secourir les infortunés civils qui se croisent et se recroisent aux frontières, et d'en aider une majorité à finalement retourner chez eux.

Des réfugiés sont disséminés par grappes sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés de savanes et de forêts tropicales souvent impénétrables. Il n'y a pratiquement pas de routes, la sécurité est souvent nulle, et les massacres épisodiques continuent. Près de neuf ans après le génocide rwandais, on voit encore chaque semaine émerger du cœur ténébreux de la forêt congolaise de petits groupes de fuyards hébétés, qui y vivaient retranchés depuis l'exode de 1994.

Une grande opération de rapatriement de milliers d'Angolais débute cette année. Mais face à des difficultés aussi colossales, l'aide humanitaire en urgence pourrait bien s'appeler "mission impossible" pour beaucoup de réfugiés.

# Une traversée qui n'a pas de prix

*La frontière de toutes les peurs : un défi incontournable pour des millions de déracinés.*

C'est l'ultime obstacle qui sépare le salut possible de la peur et du chaos, et c'est aussi le plus périlleux. Pourtant, chacun des plus de 50 millions de réfugiés que le HCR a aidés depuis 1951 est passé par là. Mais combien d'autres ont essayé et échoué ?

Les innombrables voyageurs et touristes "normaux" pour qui le passage des frontières n'est qu'une simple routine n'ont aucune idée de l'enjeu énorme et de la somme d'angoisse que représente cette formalité pour des gens qui essaient de fuir leur pays. Si la porte se ferme, c'est le retour forcé, et peut-être de nouvelles persécutions, la famine, voire la mort. Si elle s'ouvre, une vie nouvelle pourra commencer.

Ceux qui fuient aujourd'hui franchissent les frontières en avion, en train, en voiture ou en camion. Le transport de clandestins est devenu un florissant trafic aux ramifications internationales et qui "pèse" des milliards de dollars.

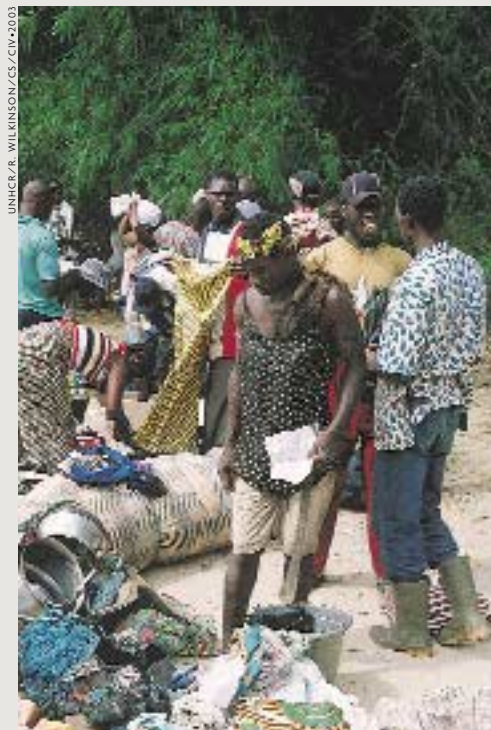
Les Africains, eux, partent le plus souvent à pied ou à bord d'autocars dégingués qui mettront plusieurs jours avant d'atteindre le poste-frontière, une cahute au bord d'une route barrée d'une simple perche ou l'impressionnante barrière naturelle d'un fleuve, où, s'ils ne sont pas les bienvenus, ils risquent d'attendre très longtemps et de subir extorsions, menaces et harcèlement sexuel.

Ils se déplacent par petits groupes ou, comme lors de l'exode rwandais de 1994, qui a déferlé en quelques jours sur ce qui s'appelait encore le Zaïre, par vagues de centaines de milliers.

## AU MILIEU DE NULLE PART

Nero est un banal poste-frontière planté au bord du fleuve Cavally qui sépare le Libéria et la Côte d'Ivoire, à plusieurs heures de la route principale goudronnée, en plein cœur d'un dédale de plantations de palmiers et de forêt tropicale. L'endroit est difficile à trouver, même en cherchant bien. Un mât en bambou, un appentis ouvert aux quatre vents, un bureau de réception au sol en terre battue, et c'est tout. A une centaine de mètres, sur l'autre berge, le drapeau libérien pend mollement au bout de son mât, comme écrasé par la canicule.

Il y a quelques mois, des dizaines de milliers d'Ivoiriens, de Libériens et de travailleurs migrants ont fui le chaos qui s'emparait de la



Tracasseries à la frontière ivoirienne.

Côte d'Ivoire pour se réfugier au Libéria, un pays tout aussi dangereux. Pris entre deux guerres, certains commencent maintenant à retourner en Côte d'Ivoire.

La situation est confuse. Tel Ivoirien affirme que la frontière est fermée, tel autre qu'elle est ouverte. "L'autorité" est incarnée par quelques individus douteux se réclamant des "jeunes patriotes", une milice pro-gouvernementale qui garde les points de contrôle routiers et fluviaux. Ils arborent des vieux fusils, des machettes et des couteaux. L'un d'entre eux est affublé d'une robe du soir noire.

Des agents libériens ont traversé le fleuve en pirogue pour discuter de la situation. La frontière a également été fermée côté Libéria, au nez d'une soixantaine de civils en fuite, talonnés par un conflit toujours plus proche et qui, du coup, devront peut-être rebrousser chemin.

Le chef du poste de douanes libérien, Edward Moore, explique dans un anglais impeccable qu'il a pour consigne de ne laisser passer personne. "Mais nous les laisserons traverser.

Nous devons respecter la Convention de Genève de 1951", ajoute-t-il.

Un groupe du HCR, de passage dans la région, est ravi d'y rencontrer un défenseur de la Convention de Genève, même si peut-être il ne s'agit là que d'un geste calculé à leur intention.

## LES NAUFRAGÉS DE LA FORÊT

Ici, la vie n'est pas seulement dure pour les réfugiés, elle l'est pour tout le monde. E. Moore est sans nouvelles depuis deux ans de ses proches restés à Monrovia, une capitale bien loin du reste du monde. Il est payé très épisodiquement. Il aime bien bavarder avec des étrangers. "Pourquoi est-ce que nous autres Africains nous n'arrêtons pas de nous entretuer ? Nous devrions vivre en paix. Après tout, nous sommes de la même tribu. Mais est-ce qu'ils ne s'entretuent pas en Iraq, aussi ?"

Les réfugiés commencent à traverser, à huit par pirogue, leurs maigres possessions empilées autour d'eux. Pour avoir une place, ils ont souvent dû donner des bakchich ici et là et le prix de la traversée est exorbitant.

Une femme a accouché dans la brousse.

Sa petite sœur, qui a tout juste cinq ans, berce le nouveau-né. Une jeune mère et sa fillette, appelée Promise, ont marché pendant cinq jours pour arriver au poste-frontière.

Dès que les passagers mettent pied à terre, la séance d'humiliation commence. Fiers de leur nouveau pouvoir, les "jeunes patriotes" jettent en vrac tous les paquets par terre. Le travesti en robe du soir est particulièrement zélé. Les articles "suspects", transistors ou lampes de poche, sont examinés minutieusement. Quelques objets sont confisqués et balancés en tas dans un coin.

On interroge les civils. Ils n'ont pratiquement plus d'argent, plus de nourriture, plus rien. Dès qu'ils feront trois pas en territoire ivoirien, ils subiront de nouveau l'hostilité des habitants, qui ont vu leur pays déchiré par la guerre civile.

Malgré tout, la traversée s'est relativement bien passée. Elle n'a pris qu'une journée et tout le monde a pu passer.

Maintenant, au milieu de nulle part, les réfugiés n'ont plus qu'à trouver un autocar. Ou reprendre leur longue marche... à pied. ■



Au bureau de Tabou, sur la côte, la nouvelle responsable, Anne Dolan, ayant aussi une longue expérience des crises "habituelles", entretenait le même espoir.

"Mais surprise, surprise," ponctue-t-elle avec un sourire.

La Côte d'Ivoire avait abrité sur son sol jusqu'à 200 000 réfugiés libériens. Beaucoup avaient été accueillis en frères ou en amis par le père fondateur de la nation ivoirienne, le président Félix Houphouët-Boigny, et s'étaient intégrés dans les communautés locales. Il n'existait qu'un petit camp, Niela, avec environ 3000 réfugiés.

Dans un contexte aussi peu mouvementé, Panos et Anne pensaient se concentrer sur des projets d'intégration, d'éducation et d'auto-suffisance, "quelque chose de vraiment positif et de plus gratifiant que d'être en permanence en contact avec la douleur et la mort, comme c'est souvent le cas".

Mais dans la capitale, dans la nuit du 18 au 19 septembre dernier, Panos est réveillé par des tirs de fusils : c'était le début d'un conflit qui allait entraîner ce pays jusqu'alors stable dans une spirale de violence et bouleverser non seulement la vie des réfugiés, mais aussi celle de dizaines de milliers de citoyens ivoiriens et de travailleurs immigrés.

"En 24 heures, le HCR a dû complètement changer de cap et réorienter ses opérations, raconte Panos. L'heure n'était plus à bâtir des écoles, des hôpitaux, des infrastructures, ni à accompagner l'intégration des réfugiés. Nous sommes passés à la phase d'urgence – il fallait essayer de trouver à ces gens un endroit sûr, où ils seraient à l'abri du danger. La xénophobie et le nationalisme ont eu raison de la fraternité et du bon voisinage."

Anne Dolan se souvient, alors qu'elle aidait un triste cortège à franchir la frontière pour rentrer au Libéria : "Ils étaient tous confrontés à un terrible dilemme. «Dois-je rester ici, au risque d'être tué ou dois-je aller au Libéria où je risque aussi d'être tué, mais peut-être un peu plus tard ?» C'était un spectacle très pénible."

En avril, une partie des milliers de civils qui s'étaient enfuis au Libéria ont commencé à retourner en Côte d'Ivoire. Avec la poignée d'employés en poste dans l'est du Libéria, le HCR a surveillé la frontière commune, porté assistance quand il pouvait, essayant d'aider les milliers de réfugiés à s'installer dans des centres de transit ouverts à la hâte pour assurer leur sécurité, demandant aux pays voisins d'accueillir quelques-uns des Libériens menacés. Très peu se sont proposés.

"C'est une triste réalité : ce qui a mis des dizaines d'années à se construire peut être détruit du jour au lendemain", conclut Panos Moumtzis.

### L'ÉLÉPHANT SOLITAIRE

Les réfugiés libériens ne sont pas au bout de leurs peines, maintenant qu'ils sont devenus des parias dans les Etats de la région, assimilés à des fauteurs de trouble ou pire – des rebelles, des bandits, des trafiquants de drogue. Dans leur pays, pris en tenaille entre l'espoir



UNHCR/R. WILKINSON/CS/CIV/2003

Des responsables de la protection du HCR interviewent des réfugiés libériens en fuite.

naissant en Sierra Leone et le désespoir qui engloutit la Côte d'Ivoire, la situation continue de se dégrader.

Lors d'une récente visite, le Haut Commissaire Ruud Lubbers a déclaré d'un ton catégorique : "C'est très clair, il s'agit d'un désastre". Et a accusé le gouvernement libérien de "tuer son propre peuple". Un autre haut responsable humanitaire appelle le Libéria "l'éléphant solitaire" de l'Afrique de l'Ouest, un pays en guerre contre lui-même depuis 1989, mais qui exporte également le chaos et l'anarchie vers ses voisins, tel un cancer.

Une bonne partie du pays est désormais interdite d'accès. Les travailleurs humanitaires se sont retirés du Libéria oriental après le meurtre brutal de trois responsables du groupe adventiste américain ADRA, en début d'année. Quelques semaines plus tard, dans un climat d'anarchie généralisée, quatre employés de la Croix-Rouge étaient assassinés de sang-froid du côté ivoirien de la frontière.

Le Programme alimentaire mondial a dû réduire les rations alimentaires aux bénéficiaires pour les mois d'avril et mai. Au printemps, en effet, les donateurs n'avaient versé que 2% des 42,6 millions de dollars demandés cette année par l'ONU à travers un appel à l'aide humanitaire.

Lors d'une réunion stratégique de haut niveau à Genève, les représentants humanitaires ont débattu des options envisageables pour aider la population civile libérienne : couloirs de sécurité pour les convois acheminant les secours ; parachutages de vivres ; enclaves protégées ; déploiement d'une force de paix internationale ; opérations transfrontalières. Chaque option a été examinée puis écartée comme étant inapplicable si une solution politique n'était pas mise en œuvre parallèlement.

### PREMIERS CONTACTS

Le HCR a vu le jour en 1951, essentiellement pour venir en aide aux réfugiés d'Europe à la suite de la Seconde Guerre mondiale, mais quelques années après, l'agence nouait ses premiers contacts avec l'Afrique. Dans une lettre datée du 31 mai 1957, Habib Bourguiba, alors Premier ministre tunisien (qui sera peu de temps après le Président de la République), demandait au HCR "d'étudier la façon dont le Haut Commissaire pourrait aider mon gouvernement à résoudre le problème des ►

L'AFRIQUE DE L'OUEST EST EMBLÉMATIQUE DU MÉLANGE D'ESPOIR ET DE DÉSESPOIR QUI CARACTÉRISE LE CONTINENT. ELLE NOUS RAPPELLE QUE MÊME DANS LES SOCIÉTÉS LES PLUS STABLES LES CHOSES PEUVENT DÉRAPER OU, À L'INVERSE, QU'UN PAYS DÉTRUIT PEUT SE RELEVER.



UNICEF/A. HOLLMANN/CS/ZRE/1994

**Un vaste camp de réfugiés rwandais en Tanzanie.**

“C'EST UNE TRISTE RÉALITÉ : CE QUI A MIS DES DIZAINES D'ANNÉES À SE CONSTRUIRE PEUT ÊTRE DÉTRUIT DU JOUR AU LENDEMAIN.”

réfugiés algériens” qui affluaient dans les pays voisins pour fuir la guerre d'indépendance contre la France.

L'agence ne s'est pas dérobée, et à l'occasion de cette même crise elle s'est engagée pour la première fois dans la gestion des situations dites d'après-conflit, quand il faut aider les anciens réfugiés rentrés chez eux. “Le sort des ex-réfugiés rapatriés ne saurait être plus longtemps dissocié de celui de la population algérienne dans son ensemble, sous peine de menacer la stabilité sociale du pays”, écrivait alors le Haut Commissaire Felix Schnyder, ouvrant ainsi la voie au futur travail de protection du HCR.

En 1969, l'Afrique a encore contribué à asseoir le principe de protection des réfugiés quand l'Organisation de l'unité africaine (OUA) adopte sa propre convention qui, pour la première fois, reconnaissait le statut de réfugié à ceux qui fuient collectivement pour échapper à une agression extérieure, une occupation ou une domination étrangère. Le texte traitait aussi du principe aujourd'hui universellement accepté du rapatriement volontaire.

En ces jours lointains du post-colonialisme, la plupart des civils en quête d'un havre dans les pays africains s'installaient simplement parmi les habitants, dans les communautés existantes – en jargon officiel, ils s'intégraient localement.

Au fil des décennies, cependant, ce schéma a changé et les réfugiés étaient de plus en plus souvent hébergés dans des camps immenses et tentaculaires, ce qui alimenta un vif débat entre représentants humanitaires et gouvernementaux pour déterminer qui était responsable de la diffusion de cette politique des camps, et sur les avantages et inconvénients du système.

Jeff Crisp, chargé de l'évaluation au HCR, retrace le début d'une détérioration du climat à l'égard des réfugiés et leur incarcération systématique dans des camps jusqu'au milieu des années 80. Les pays occidentaux, rappelle-t-il, commençaient à durcir leur législation en matière de droit d'asile, encourageant les pays africains à faire de même; le nombre de réfugiés a explosé au moment où l'économie africaine s'effondrait; et, de façon perverse, l'avènement de la démocratie a permis à un nombre croissant de dirigeants de se servir des réfugiés comme de pions sur l'échiquier politique.

Aujourd'hui on estime que 2,4 millions de personnes vivent dans 267 camps à travers le monde, dont 170 se trouvent en Afrique.

Les images de tentes et de huttes s'étendant à l'infini dans le paysage africain sont devenues synonymes du calvaire des réfugiés, et les reportages vidéo ont capturé des images bouleversantes de la promiscuité souvent sordide de dizaines ou de centaines de milliers de personnes entassées les unes sur les autres – conditions propices aux maladies et à la délinquance – les dégâts causés à l'environnement, le détournement des camps en centres de recrutement ou en “planque” pour les milices armées.

De plus en plus, toutefois, les gouvernements africains, auxquels il appartenait de choisir le lieu d'accueil des réfugiés, décrétaient que pour des raisons de sécurité, pour protéger les intérêts des communautés locales menacées par un afflux massif et pour montrer plus facilement aux journalistes et hommes politiques la réalité de fortes concentrations de réfugiés, les camps constituaient la meilleure option, malgré leurs défauts manifestes.

D'après J. Crisp, ces camps peuvent aussi se révéler utiles. Certains réfugiés vont préférer l'intégration locale si leurs nouveaux voisins appartiennent à la même ethnie qu'eux. Par contre le camp peut les sécuriser s'ils se trouvent dans un environnement ethnique différent. Par ailleurs, l'enceinte du camp peut être un filet de sécurité dans le cadre d'une stratégie de survie à plus long

## La détresse et la misère cèdent la place à l'espoir

*L'Angola renaît à la vie, mais aura besoin d'aide pendant très longtemps.*

“C'est le cauchemar. Les morts se comptent déjà par centaines de milliers, il y a plus de 100 000 mutilés et le nombre de déplacés se chiffre en millions. Avec les massacres, les enlèvements, les mines terrestres et les maladies, il n'y a pas pire endroit pour des enfants. Et, à supposer qu'ils survivent, les jeunes Angolais hériteront d'un pays

entièrement ravagé.”

Voilà ce que déclarait il y a quatre ans Catherine Bertini, alors directrice du Programme alimentaire mondial, à propos de l'Angola.

Au début de cette année, le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan concluait, dans un rapport sur ce même pays, que les Angolais pouvaient maintenant “vivre sans la crainte d'une guerre récurrente et dévastatrice”.

En avril de l'année dernière, le cessez-le-feu faisant suite à la mort de Jonas Savimbi, chef des rebelles de l'UNITA, a effectivement mis fin à trois décennies de guerre civile meurtrière, et depuis, l'Angola a connu une véritable métamorphose.

Les armes se sont tues, les combattants ont été démobilisés, et une partie (1,5 million de personnes) des 4 millions de déplacés que





terme – les réfugiés les plus jeunes et les plus forts vont s'aventurer plus loin pour chercher du travail tandis que les femmes et les enfants, restés au camp, sont assurés d'une certaine protection et d'un minimum d'aide humanitaire.

Pour tenter d'accommoder des intérêts divergents, les organisations humanitaires comme le HCR ont développé des programmes plus souples. Une attention accrue a été portée à la nécessité d'aider aussi bien les réfugiés que les populations locales dans la construction d'écoles, de dispensaires ou de routes.

Les camps seront toujours nécessaires dans certaines situations, mais l'agence encourage aussi l'intégration locale dans la mesure du possible. Ainsi en Zambie, un projet vient d'être lancé pour aider les 247 000 réfugiés

qu'abrite ce pays à s'établir dans les villes et villages environnants, à trouver du travail et, on l'espère, à devenir membres actifs de la société zambienne.

L'Iraq, et avant cela l'Afghanistan, nous ont montré que la communauté internationale se focalise sur une seule grande crise à la fois. L'Afrique est pourtant en état de crise permanente et David Lambo, du HCR, exprime son inquiétude: "Nous nous battons pour exister sur la scène mondiale. Nous ne pouvons pas abandonner l'Afrique."

Pour sa part, le Haut Commissaire Lubbers a affirmé qu'il continuerait à "rappeler aux pays développés qu'ils doivent s'intéresser davantage aux réfugiés africains", indépendamment de ce qui se passe dans d'autres régions du monde. ■

**L'éducation :**  
l'élément clé de la réussite de la réintégration des réfugiés.

compte le pays sont spontanément rentrés chez eux, tout comme environ 100 000 des 470 600 réfugiés angolais que comptent les pays voisins.

Le rapatriement organisé des réfugiés commencera cet été. Le HCR a ouvert à cette fin plusieurs bureaux dans les régions limitrophes, tandis que les organismes partenaires s'activent pour remettre en état écoles, dispensaires et points d'eau en prévision de l'opération.

#### DES DIFFICULTÉS COLOSSALES

Mais malgré ces bonnes nouvelles, l'Angola connaîtra des lendemains difficiles.

Une grande partie du pays a été coupée du monde pendant le conflit. Quand ils ont pu y accéder, les humanitaires ont découvert "un univers de misère et de désespoir, explique

Lucia Teoli, du HCR. Les gens étaient faméliques et se nourrissaient de baies sauvages et de racines. La plupart n'avaient jamais quitté le coin de brousse où ils étaient nés et ne savaient même pas que la guerre était finie."

Comme toutes les infrastructures — routes, ponts, écoles, hôpitaux, et même l'environnement naturel — sont détruits, les habitants ont du mal à regagner leurs villages et à reprendre leurs activités, et les humanitaires éprouvent les pires difficultés pour aller les secourir. Le territoire angolais reste l'un des plus piégés du monde : les terres arables sont littéralement truffées de mines.

Pour les civils, le retour à la vie normale s'annonce rude. Beaucoup ont été tributaires des distributions alimentaires pendant des années. Ils devront réapprendre à cultiver la terre et à

travailler, bref, à se prendre en main. Les étals des marchés auront beau se regarnir, les clients sont trop pauvres pour acheter quoi que ce soit. Les écoles vont réouvrir, mais beaucoup d'enfants ne parlent même pas la langue officielle, le portugais. Les familles ont été dispersées et ont perdu contact avec leurs proches, souvent depuis des dizaines d'années. La malnutrition et les décès prématurés dus à des maladies pourtant faciles à guérir, font des ravages.

Malgré sa richesse potentielle en minéraux et en pétrole, l'Angola aura besoin de l'aide internationale pendant des années pour vaincre ces difficultés colossales et sortir définitivement des remous de la guerre. Cette aide va-t-elle se matérialiser ? Pour l'instant, cette question demeure hélas sans véritable réponse. ■

# IRAQ : que s'est-il passé...

*Contre toute attente, la guerre n'a pas produit d'exode massif de réfugiés,*

**C** E FUT L'UNE DES CRISES les plus annoncées de l'histoire moderne. Face à l'imminence de l'offensive militaire, on s'attendait à voir des millions d'Iraqiens affluer aux frontières.

Des appels de fonds ont été lancés auprès de la communauté internationale. Des stocks de nourriture, de tentes et de couvertures ont été accumulés en prévision du pire. Des équipes ont été dépêchées dans des zones montagneuses et désertiques.

Les médias internationaux, désormais partie intégrante de toutes les grandes crises, ont envoyé une armada de journalistes, photographes et cameramen, pour couvrir le drame que tout le monde "attendait".

Mais, comme en Afghanistan il y a deux ans, les frontières de l'Iraq sont restées désertes, et le raz de marée tant attendu d'Iraqiens en fuite n'a pas eu lieu. Les humanitaires ont attendu. Et les journalistes se sont plaints d'être dans un endroit où il ne se passait rien.

Alors, que s'est-il passé ?

Prédire les mouvements de réfugiés est une science inexacte. On analyse la situation, surtout en cas de guerre imminente, l'histoire de la région, les exodes précédents, les rapports des bureaux régionaux, et tous les renseignements de source gouvernementale et militaire disponibles afin de se faire une idée de la suite probable des événements et de l'assistance requise.

## **CONTRE TOUTE ATTENTE...**

Les plans militaires les mieux préparés survivent rarement aux premiers jours de

combat. Ce truisme historique se vérifie quand on essaie de prévoir les crises humanitaires et de planifier en conséquence. La surprise est bien le seul élément prévisible dans toute situation d'urgence.

Au début de la guerre du Kosovo en 1999, les services du renseignement les mieux informés n'avaient pas prévu que des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo seraient expulsés à la pointe du fusil par l'armée serbe. Dans ces conditions, et quand bien même elles auraient pu anticiper l'épuration ethnique, ce qui n'a pas été le cas, les organisations humanitaires auraient été incapables de mobiliser des ressources en raison du scepticisme des grandes puissances.

Cette fois, les signaux étaient moins clairs. Car on avait de bonnes raisons de penser que le début de l'offensive anglo-américaine en Iraq provoquerait un exode massif : des millions d'Iraqiens avaient déjà quitté le pays dans les décennies précédentes ; la première guerre du Golfe, en 1991, avait provoqué la fuite de quelque deux millions de civils. Cette fois-ci, se basant sur ce scénario, le HCR a fait des plans pour secourir jusqu'à 600 000 réfugiés. Mais en même temps, Ron Redmond, son principal porte-parole, disait publiquement que le déroulement de la guerre serait peut-être tel que peu de gens essaieraient de partir.

Et c'est exactement ce qui s'est produit. Selon l'Institut international d'études stratégiques de Londres, c'est la tactique appliquée par les forces de la coalition qui explique l'absence d'exode massif : "Les alliés

ont choisi d'emblée de contourner les villes, de lancer des frappes ciblées sur les objectifs militaires et de conseiller à la population de ne pas sortir et de rester à l'écart des grands axes, ce qui semble avoir limité les départs de civils."

Selon Sten Bronee, délégué du HCR en Jordanie, "les Iraqiens ne voulaient pas abandonner leurs biens, et ils étaient las d'un conflit déjà vécu". Et le journaliste britannique Jonathan Steele d'ajouter : "Les gens réagissaient avec nonchalance face aux bombardements, et le renversement de Saddam l'a emporté sur tout le reste, même sur le manque critique d'eau et d'électricité."

## **ET MAINTENANT ?**

Comme l'explique R. Redmond à propos des récents événements en Iraq, "vu la manière dont les choses se présentaient, il était impératif de préparer des plans d'urgence. C'est ce que nous avons fait, et bien fait. Nous ne sommes pas mécontents que des centaines de milliers de nouveaux réfugiés ne soient pas venus s'ajouter aux quelque 22 millions de personnes que nous secourons déjà dans le monde".

Au lendemain de la courte intervention militaire des Américains en Afghanistan, le HCR avait réorienté ses plans, basés sur l'hypothèse d'un exode massif, vers un programme d'assistance au rapatriement des réfugiés exilés depuis de longues années. Plus de deux millions de personnes sont rentrées dans l'année qui a suivi, et les rapatriements continuent à ce jour.





# et que va-t-il se passer ?

*mais d'autres Iraquiens peuvent enfin rentrer chez eux au terme d'un long exil.*

Similairement, et bien que la fièvre médiatique qui a accompagné la guerre en Iraq soit un peu retombée, le HCR redéploie maintenant les moyens humains, financiers et matériels mobilisés en prévision des retours possibles d'Iraquiens.

Mais l'avenir reste très incertain. Les tensions religieuses et ethniques risquent toujours de provoquer un exode, d'autant que les routes sont redevenues relativement sûres.

Les stocks d'urgence déjà constitués resteront sur place momentanément pour pouvoir servir, le moment venu, en Iraq ou ailleurs.

Un programme à grande échelle vient d'être créé pour venir en aide, non pas aux réfugiés de la récente guerre, mais à 500 000 des innombrables Iraquiens partis de leur pays il y a des années et qui souhaitent maintenant s'y refaire une nouvelle vie.

Le budget du plan préliminaire de rapatriement et de réintégration est de 118 millions de dollars pour une durée de huit mois, un chiffre largement dans les limites du précédent budget d'urgence (154 millions de dollars) du HCR pour l'Iraq.

Plusieurs millions d'Iraquiens sont partis pendant le règne de Saddam Hussein. Le HCR a calculé qu'environ 900 000 étaient des demandeurs d'asile, réfugiés et autres civils en situation similaire à celle de réfugiés. Environ la moitié d'entre eux auraient besoin d'aide pour rentrer au pays.

L'Iran accueille près de la moitié des quelque 400 000 réfugiés iraqi, dont

certains se sont exilés jusqu'au Sri Lanka, en Afrique du Sud ou en Argentine. Environ 165 000 pourraient un jour souhaiter rentrer en Iraq.

Dans les pays industrialisés, 183 000 réfugiés iraqi se sont en outre bien intégrés. Un petit contingent, peut-être 35 000 personnes, pourrait vouloir retrouver la terre ancestrale.

Les trois-quarts des 84 000 autres Iraquiens demandeurs d'asile (en général dans des pays développés), soit 60 000 personnes, choisiront peut-être le rapatriement, et 240 000 des 450 000 Iraquiens, qui vivent en situation similaire à celle des réfugiés, dont la majorité se trouvent en Jordanie et en Syrie, où ils travaillent au noir, pourraient vouloir retourner en Iraq.

## EXPANSION

Pour superviser ce rapatriement massif, le HCR prévoit d'étoffer son réseau au Moyen-Orient et de mobiliser 250 personnes, essentiellement des Iraquiens, pour ouvrir 15 bureaux dans le pays et créer six équipes mobiles de suivi.

Tous les rapatriés passeront un entretien pour s'assurer qu'ils rentrent bien de leur plein gré et non sous la pression ou la menace. Une série de conditions de base seront définies afin "d'assurer le bien-être et la sécurité physique, matérielle et juridique des rapatriés, déclare R. Redmond, à savoir d'abord la fin de la violence et de l'insécurité et la mise en place d'institutions de maintien de l'ordre opérationnelles.

La sécurité matérielle signifie l'accès aux nécessités essentielles tels que l'eau potable, la nourriture et les soins médicaux. A plus long terme, nous voulons voir des mesures de réintégration durable. La sécurité juridique passe par le droit de recours en cas de violation des droits de l'homme, la non-discrimination et l'accès sans entrave à la justice".

Comme tous les autres Iraquiens, les rapatriés seront confrontés à toutes sortes de difficultés quotidiennes – quelque huit millions de mines terrestres disséminées dans tout le nord du pays, infrastructures à peine opérationnelles, destruction massive des archives administratives, perte des papiers d'identité et de bien d'autres documents importants.

Les deux tiers des rapatriés devraient gagner des villes du centre et du sud de l'Iraq, les autres, Kurdes en grande majorité, les zones rurales des trois provinces du nord.

Reste la question des Iraquiens appartenant à la catégorie des personnes dites déplacées dans leur propre pays, des milliers, d'après les estimations. Bien que ne relevant pas directement du mandat du HCR, les déplacés ont souvent la même trajectoire et les mêmes difficultés que les réfugiés, et peuvent bénéficier donc à ce titre d'une assistance humanitaire du HCR, comme ce fut le cas dans les Balkans.

Le HCR viendra donc en aide aux déplacés iraqi si les Nations Unies le lui demandent. ■



# UNE NOUVELLE MÈRE TERESA

*Hommage à une femme italienne pour sa longue et solitaire croisade contre la maladie et l'injustice dans une région oubliée du monde.*

par Kitty McKinsey

BRAVANT  
AGRESSIONS,  
ENLÈVEMENT,  
EXACTIONS ET  
MENACES DE  
MORT, ELLE SE  
BAT TOUTE  
SEULE DEPUIS 33  
ANS CONTRE LA  
TUBERCULOSE,  
LE SIDA, L'ANAL-  
PHABÉTISME,  
LA CÉCITÉ, LA  
MALNUTRITION  
ET LES  
MUTILATIONS  
GÉNITALES  
FÉMININES  
DANS UN COIN  
RECLÉ DU  
MONDE.

**U**N GARÇONNET DE CINQ ANS, sa maigre échine déformée par les ravages de la tuberculose, saisit son déambulateur et zigzague crânement entre les lits de l'hôpital, simplement pour montrer qu'il en est capable. Une femme de 39 ans, dont les bras et les jambes s'étaient recroquevillés dans une position fœtale il y a un an, fait quelques pas autour de son lit pour prouver qu'elle a recouvré la santé. Le visage de Marian Hassan Duale, 60 ans, arrivée à l'hôpital dans le coma, s'illumine lorsqu'elle évoque le "miracle" de sa guérison.

Le "sauveteur" est une femme italienne de 60 ans, Annalena Tonelli, qui, bravant agressions, enlèvement, exactions et menaces de mort, se bat toute seule depuis 33 ans contre la tuberculose, le sida, l'analphabétisme, la cécité, la malnutrition et les mutilations génitales féminines, dans un coin reculé de la corne de l'Afrique.

En hommage à sa longue et solitaire croisade, le docteur Annalena Tonelli vient de recevoir la distinction Nansen 2003, instituée en 1954 pour honorer des personnes ou des organisations qui se sont distingués par leur action exceptionnelle au service des réfugiés. Le prix porte le nom de Fridtjof Nansen, célèbre explorateur polaire norvégien et premier Haut Commissaire pour les réfugiés. Il s'accompagne d'un don de 100 000 dollars destiné à financer un projet choisi par le lauréat.

Le docteur Tonelli, Annalena pour ses patients, surnommée la nouvelle mère Teresa par certains, travaille seule. C'est elle qui réunit les 20 000 dollars mensuels nécessaires au financement de ses projets médicaux et au salaire des 75 employés de son hôpital.

Mais rompant son vœu de se tenir à l'écart du monde et de tout battage médiatique, elle a accepté la distinction Nansen dans l'espoir de susciter à nouveau l'intérêt de la communauté internationale sur le drame somalien, depuis longtemps occulté par d'autres crises dans le monde.

## LE CHOIX DE LA PAUVRETÉ

Silhouette menue, cheveux tirés en chignon et épaules discrètement drapées dans un châle à la manière des femmes d'ici, Annalena Tonelli s'est entraînée à ne dormir que quatre heures par nuit.

Sa journée commence à sept heures par une réunion de travail avec ses collègues somaliens. Vient ensuite la tournée quotidienne au chevet des malades. Annalena Tonelli, qui parle couramment le somali, bavarde un instant avec chacun. Les enfants l'appellent "grand-mère" et se blottissent contre elle pendant qu'elle explique que ces bambins apparemment en pleine forme

sont arrivés à l'hôpital dans un état de malnutrition avancée, pesant moins, à l'âge de six mois, que le poids normal à la naissance. C'est seulement le lendemain, aux petites heures, après avoir écrit quelques lettres de remerciements à des mécènes privés, qu'elle termine sa journée.

Il y a près de sept ans qu'elle a posé ses valises à Borama, localité plantée sur une étendue aride balayée par le vent furieux du désert, et où les chèvres et les chameaux sont plus nombreux que les voitures. Son hôpital accueille 200 patients et en traite 200 de plus en médecine ambulatoire. Huit pavillons ont été construits par le HCR, dont le seul bâtiment à étage de la ville, encore en chantier.

Annalena Tonelli a renoncé aux confort de l'existence pour se consacrer pleinement à son métier, sa passion, dont elle parle avec une flamme communicative: "J'ai une vraie passion pour les tuberculeux. Et je veux vivre dans la pauvreté jusqu'à la fin de mes jours, c'est mon choix."

Son régime alimentaire est aussi frugal que celui de ses patients: viande deux fois par semaine, semoule de maïs, riz ou haricots. Elle a un téléviseur pour que les enfants sourds puissent regarder des vidéos en langage des signes, mais elle-même ne l'allume jamais. C'est par ses confrères somaliens qu'elle a appris qu'il y avait une guerre en Iraq.

Annalena Tonelli n'a dans sa garde-robe que deux modestes caftans. Ses sandales? Le legs d'un patient. Son foulard? Un cadeau de son personnel. Pour elle, ce dénuement la met sur un pied d'égalité avec ceux qu'elle soigne. "Je ne travaillerais pas aussi bien si j'avais toutes ces choses qui semblent indispensables dans nos sociétés", dit-elle.

## UN CHOC INÉVITABLE

Mais ne lui parlez pas de sacrifice. Le mot la fait sourire et lui semble dénué de sens, alors qu'elle est pourtant fervente catholique. "Certes, j'ai eu une vie éprouvante à bien des égards. Mais ce fut aussi une vie d'allégresse et de bonheur, une vie gratifiante, un vrai privilège!"

Elle a réalisé son rêve de petite fille: "J'étais haute comme trois pommes et je n'avais déjà qu'une idée en tête: servir ceux qui souffrent."

Son destin s'accomplira en Afrique. A 26 ans, fraîchement émoulue de la faculté de droit, elle part pour le nord-est du Kenya, où elle donne des cours d'alphabétisation à des nomades somaliens. C'est là qu'en 1970 elle découvre le terrible sort des tuberculeux. Elle est





**Annalena, la “nouvelle mère Teresa”, réconforte un patient.**

bouleversée par l'affliction physique des malades, mais plus encore par leur souffrance psychologique d'être mis au ban de la société à cause d'une maladie dont les vrais coupables ont pour nom pauvreté, surpeuplement et malnutrition.

Elle décide alors de reprendre des études, alors qu'elle a déjà un diplôme de droit, et obtient des certificats de médecine tropicale, médecine des collectivités, lutte contre la tuberculose et la lèpre.

Les années 70 voient la mise sur le marché d'un nouveau médicament qui permet de traiter la tuberculose en six mois, au lieu des 12 à 18 mois habituels.

## Sadrudin Aga Khan

**S**ADRUDDIN AGA KHAN, ancien Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, est décédé à Boston début mai, des suites d'une longue maladie. Le Prince Sadrudin, oncle de Karim Aga Khan, le chef spirituel de 12 millions de musulmans ismaélites, a consacré toute sa vie à la cause humanitaire, jusqu'à son décès, à l'âge de 70 ans. Il n'avait que 33 ans lorsqu'il fut nommé à la tête du HCR en 1966, ce qui fit de lui le plus jeune Haut Commissaire de toute l'histoire de l'organisation, après avoir rempli, pendant trois ans, les fonctions de Haut Commissaire Adjoint.

Pendant douze ans, il a dû faire face, au cours de son mandat, à quelques-uns des défis les plus marquants de l'agence. Ce fut en effet durant ces années qu'eurent lieu, entre autres, la guerre du Bangladesh en 1971, provoquant l'exode de 10 millions de personnes, l'exil forcé de centaines de milliers de Hutus du Burundi en 1972, et la saga des *boat people* en Indochine au milieu des années 70. Après avoir quitté ses fonctions au HCR en 1977, Sadrudin Aga Khan s'est distingué au service de l'Organisation des Nations Unies dans diverses situations humanitaires de par le monde,

Le docteur Tonelli est l'une des pionnières en Afrique de ce “traitement accéléré”, adopté depuis comme norme par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'efficacité exceptionnelle de ses traitements – elle revendique un taux de guérison de 96% – tient au fait qu'elle oblige une grande partie de ses patients à vivre dans l'enceinte de l'hôpital jusqu'à leur complète guérison. Ceux qui sont soignés en médecine de jour sont suivis de très près.

Le docteur Tonelli s'est installée en Somalie en 1986, d'abord dans la capitale Mogadiscio, où elle nourrissait des milliers d'affamés, puis à Merca, dans le sud du pays, pour soigner des tuberculeux. Sauvagement agressée à plusieurs reprises, et même victime d'un enlèvement, elle en est partie précipitamment. La femme médecin qu'elle avait formée pour la remplacer a été tuée un an plus tard. A la demande de l'OMS, elle a accepté de poursuivre son combat contre la tuberculose, mais cette fois dans un endroit relativement calme, le Somaliland.

Ici, elle s'occupe aussi de la prévention et du traitement du sida, maladie qui s'attaque aux organismes affaiblis par la tuberculose. Elle a ouvert une

école pour les enfants sourds ou handicapés, et fait venir deux fois par an les chirurgiens d'une organisation caritative allemande, qui ont déjà rendu la vue à 3700 personnes souffrant de cataracte. Elle milite passionnément contre les mutilations génitales des femmes et des filles et raconte comment elle a réussi à rallier presque tous les exciseuses de Boroma à son combat.

A 60 ans, Annalena Tonelli ne donne aussi signe de vouloir décrocher. Mais que ferait-elle si elle était obligée de quitter la Somalie ? “J'irais aider ailleurs, répond-elle calmement. Vous savez, le monde est rempli de souffrances qui attendent qu'on y réponde.” ■



**Sadrudin Aga Khan, en 1974.**

notamment en Afghanistan et en Iraq. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et a reçu de multiples distinctions internationales, dont la Légion d'honneur française et le prix des Nations Unies pour les droits de l'homme. ■